



MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION
ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE



LOI DE FINANCES / CHIFFRES CLES

2012-2013

**DIRECTION DE
L'INVESTISSEMENT
PUBLIC**

SOMMAIRE

- I.** Les principales options du nouveau budget
- II.** Budget d'investissement public par catégorie institutionnelle et par nature
- III.** Comparaison PIP 2011-2012 et 2012-2013
- IV.** Répartition de l'Investissement public par refondation pour l'exercice 2012-2013
- V.** Répartition géographique de l'investissement public
- VI.** Annexe

I- Les principales options du nouveau budget

En vue de rationaliser les dépenses publiques et d'améliorer leur efficacité, de multiples mesures ont été prises par le gouvernement dans le cadre du budget de l'Etat pour l'exercice fiscale 2012-2013. Cette démarche s'inscrit dans celle du PSDH qui vise à faire d'Haïti un pays émergent à l'horizon 2030. Ainsi, une augmentation de 8.7% est accordée aux crédits budgétaires par rapport à l'exercice précédent, soit 131.5 milliards de gourdes. De cette enveloppe, le budget d'investissement représente 67.83%, soit une augmentation de 9% par rapport à l'exercice antérieur, contre celui de fonctionnement qui représente 32.17%, en légère hausse.

Les dépenses d'investissement proviendront de sources internes à hauteur de 26.3 milliards de gourdes, soit de 29.5% alors que celles financées à partir des fonds de Petro caribe totaliseront 19.5 milliards de gourdes. Ces dépenses permettront de progresser vers la réalisation des 5 grandes priorités de l'Etat (5E) à savoir : l'Education, l'Emploi, l'Etat de droit, l'Environnement et l'Energie tandis que les dépenses de fonctionnement seront guidées dans un souci de rationalisation des dépenses et aussi d'élimination des sources de gaspillage réelles ou potentielles.

De tels objectifs seront soutenus par une croissance significative des recettes fiscales et douanières pour atteindre, d'après les prévisions, 51.4 milliards de gourdes pour l'exercice 2012-2013 ou encore par l'introduction et la consolidation de mesures relatives à la fiscalité verte qui consiste, entre autres, à empêcher la population à entreprendre des activités polluantes en relation avec les matières plastiques et les déchets, les prélèvements de sables et graviers, l'utilisation du bois comme combustible, etc.

De même, il a été décidé de limiter les appuis budgétaires aux seuls engagements susceptibles d'être effectivement tenus dans les délais. Ainsi, les appuis budgétaires sous forme de dons ne devraient totaliser que 4.17 milliards de gourdes contre 5.49 milliards de gourdes l'exercice passé.

La gestion des risques et désastres est également l'une des préoccupations du gouvernement haïtien. La disposition d'un montant de 32.5 millions de gourdes par l'Etat haïtien pour le programme de prévention et de gestion des désastres et de catastrophes naturelles en est le principal témoignage.

Toutes les actions à mettre en œuvre dans le cadre de ce PIP s'inspireront des 5 E (priorités) du gouvernement : Environnement, Etat de droit, Emploi, Education et Energie. Une enveloppe budgétaire de 626 millions de gourdes sera allouée à la réhabilitation et la protection de l'environnement et un total de 614.5 millions de gourdes sera consacré à l'opérationnalisation effective du pouvoir judiciaire. Le Premier Ministre a mis l'emphase sur la nécessité d'élaborer un projet de budget qui répond à un ensemble d'objectifs macroéconomiques dont une croissance économique forte et créatrice d'emplois autour de 6.9% en termes réels. Les moteurs de cette croissance seront entre autres :

- a) Des actions pour relever les infrastructures globales et économiques.
- b) Des actions spécifiques pour stimuler la production agricole, industrielle touristique et immobilière.

Un effort considérable est consenti pour la promotion de l'éducation gratuite et de qualité en Haïti. Le MENFP bénéficie d'une enveloppe de 18.8 milliards de gourdes soit 57.7% des crédits du secteur social ce qui représente 14% du montant global des crédits du budget général. Les dépenses de fonctionnement du MENFP avoisineront 6.5 milliards de gourdes contre 12.3 milliards de gourdes alloués aux investissements.

La santé demeure un secteur prioritaire. Même si elle ne contribue pas à faire progresser rapidement le PIB, elle est considérée comme un facteur de croissance à long terme. Une enveloppe de 9.5 milliards de gourdes est allouée à ce secteur.

CHIFFRES CLES DU PIP 2012-2013

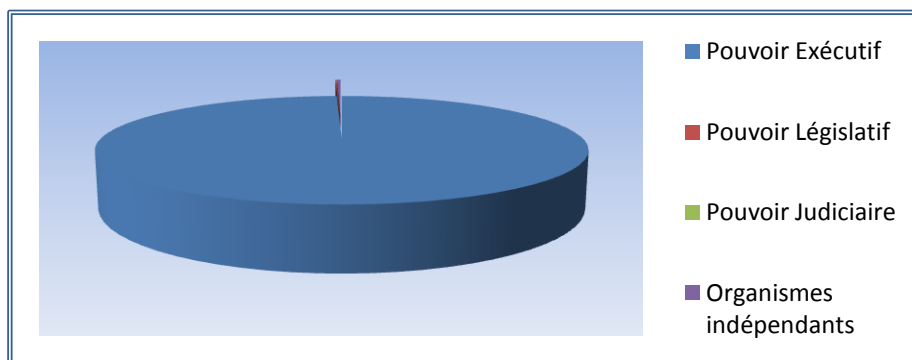
II- Budget d'investissement public par catégorie institutionnelle et par nature

87 milliards de gourdes, c'est l'enveloppe globale de l'investissement public pour l'exercice 2012-2013. Le pouvoir exécutif en bénéficie un total de 87, 160, 480,040, soit une proportion de plus de 99%. Une enveloppe de 275, 775,262 de gourdes est affectée à l'ensemble des programmes et projets des institutions indépendantes, soit 0.32%, lesquelles seront suivies par le pouvoir législatif avec un total de 65, 000,000 soit 0.07% du budget de l'investissement public. De même que l'exercice précédent, le pouvoir judiciaire ne disposera d'aucune allocation budgétaire telle que l'illustre le tableau suivant.

Tableau # I : Répartition du budget d'investissement par catégorie institutionnelle et par nature pour l'exercice 2012-2013

CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	NATURE	TOTAL
	Investissement	%
Pouvoir Exécutif	87, 160, 480,040	99.61
Pouvoir Législatif	65, 000,000	0.07
Pouvoir Judiciaire	-	0.00
Organismes indépendants	275, 775,262	0.32
TOTAL	87, 501,255,303	100%

Diagramme en circulaire # 1



Secteur Economique

61 milliards de gourdes, c'est le montant global alloué au secteur économique pour l'exercice 2012-2013. Ce secteur regroupe sept ministères notamment le Ministère de l'Agriculture qui a vu son enveloppe budgétaire augmenter de près de trois point par rapport à l'exercice précédent, passant de 7.7 à 10.5% par rapport au programme d'investissement public respectif. Contrairement au MARNDR, les Ministère des Travaux Publics et de l'Environnement on régressé en terme de poids par rapport au budget d'investissement public.

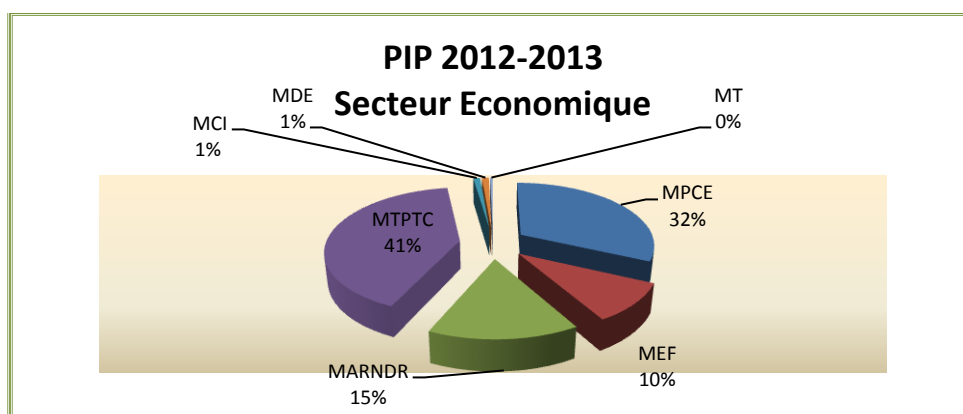
Cette régression est due au fait que les ressources externes bénéficiées par ces ministères ont considérablement diminué pour l'exercice actuel. Cependant la volonté manifestée par le gouvernement en place pour renforcer l'Economie du pays à travers la création d'Emplois à haute capacité de main d'œuvre,

pour assainir l'Environnement et aussi d'augmenter la production de l'Energie, est exprimée par l'augmentation des ressources nationales de ces ministères.

Tableau # 2 - Répartition de l'investissement public du secteur économique par institution

	PIP 2011-2012	PIP 2012-2013
TOTAL	80,090,560,353	87,501,255,303
SECTEUR ECONOMIQUE	53,412,088,340	61,323,720,958
MPCE	18,171,361,583	19,571,262,056
MEF	2,851,185,748	5,960,586,573
MARNDR	6,139,738,938	9,215,969,711
MTPTC	24,124,068,399	25,138,081,118
MCI	205,274,500	600,882,500
MDE	1,806,634,173	616,000,000
MT	113,825,000	220,939,000

Diagramme en circulaire # 2



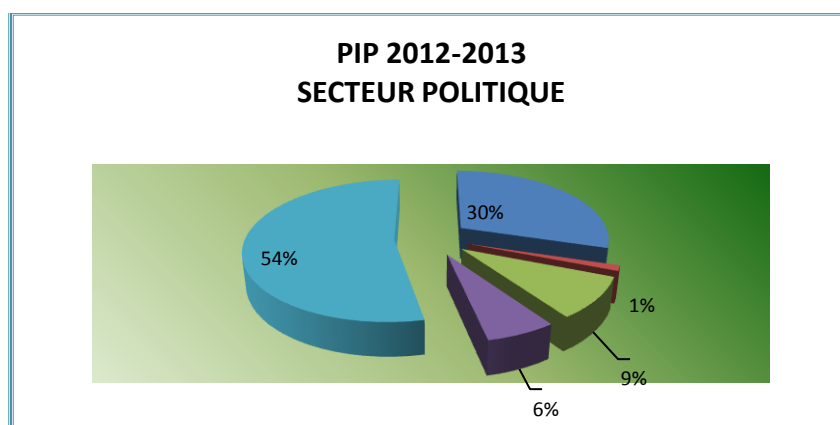
Secteur Politique

2 milliards de gourdes environ, c'est l'enveloppe budgétaire alloué au secteur politique pour l'exercice 2012-2013. La majeure partie de ce montant est constituée, d'une part, par ceux alloués au Ministère de la Justice qui jouit d'une augmentation budgétaire dont le poids passe de 0.69% à 3.11% par rapport au budget d'investissement des exercices 2011-2012 et 2012-2013, et d'autre part, par le montant consacré aux investissements du Ministère de l'Intérieur dont le poids est passé de 2.55 à 18.36%. Ce qui témoigne de la priorité accordé par le gouvernement à l'Etat de droit. Le diagramme en bâton ci-dessus donne une illustration de ces deux répartitions.

Tableau # 3 - Répartition de l'investissement public du secteur politique par institution

	PIP 2011-2012	PIP 2012-2013
TOTAL	80,090,560,353	87,501,255,303
SECTEUR POLITIQUE	2,983,174,825	2,050,845,231
MJSP	552,000,000	609,500,000
MHAVE	25,000,000	25,000,000
MAE	231,500,000	191,500,000
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	132,214,000	130,470,231
MICT	2,042,460,825	1,094,375,000

Diagramme en circulaire # 3



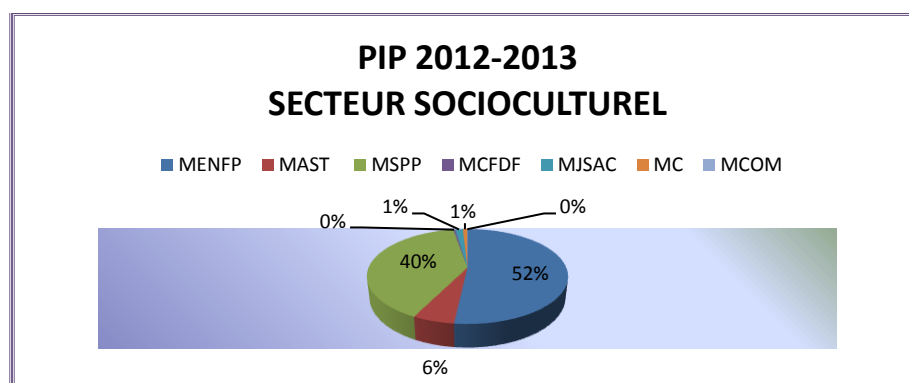
Secteur Socioculturel

23 milliards de gourdes, c'est le montant du secteur socioculturel dans le budget d'investissement public pour l'exercice 2012-2013. Une augmentation de 6% par rapport à l'exercice antérieur lui a valu ce niveau. Tous les Ministères sectoriels qui constituent ce secteur ont vu leurs poids budgétaires diminuer par rapport au montant total de l'investissement public au cours de ces deux derniers exercices, à l'exception du MSPP et du MAST dont leurs parts ont passé de 8 à 10.8% et de 0.2 à 1.5% respectivement. Il est à noter la présence d'un nouveau Ministère qui est celui de la communication, détaché de celui de la culture, antérieurement nommé : Culture et communication.

Tableau # 4 - Répartition de l'investissement public du secteur socioculturel par institution

	PIP 2011-2012	PIP 2012-2013
TOTAL	80,090,560,353	87,501,255,303
SECTEUR SOCIO-CULTUREL	22,459,640,384	23,801,913,852
MENFP	13,057,472,879	12,321,764,624
MAST	153,280,000	1,348,400,000
MSPP	6,437,811,755	9,479,872,478
MCFDF	1,614,336,750	88,376,750
MJSAC	594,000,000	354,000,000
MC	602,739,000	177,500,000
MCOM		16,000,000

Diagramme en circulaire # 4



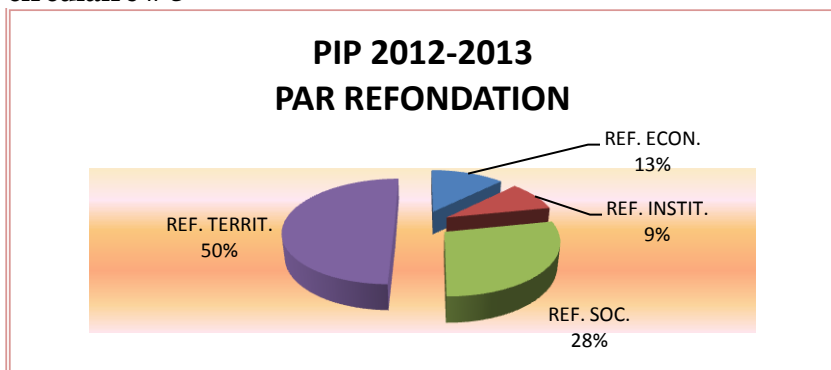
IV- Investissement public par refondation

43 milliards de gourdes, c'est l'allocation budgétaire bénéficié par la refondation territoriale soit un pourcentage de 49.8%. La refondation sociale vient en deuxième position totalisant un score de 28.4%, soit un montant de près de vingt cinq (25) milliards de gourdes et laissant derrière elle la refondation économique et institutionnelle avec respectivement plus de 11 et plus de 8 milliards de gourde, soit 12.6 et 9.2% du budget. Le diagramme circulaire # 2 nous donne une représentation plus intelligible de cette répartition.

Tableau # 5 - Répartition de l'investissement public par refondation

REFONDATION	PIP 2012-2013	POIDS DES REFONDATIONS
REFONDATION ECONOMIQUE	11,056,455,311	12.6%
REFONDATION INSTITUTIONNELLE	8,053,471,355	9.2%
REFONDATION SOCIALE	24,855,025,281	28.4%
REFONDATION TERRITORIALE	43,536,303,356	49.8%
TOTAL PIP	87,501,255,303	100.0%

Diagramme en circulaire # 5



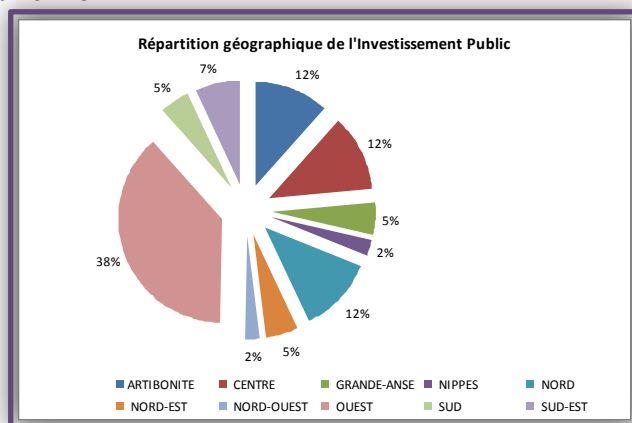
V - Répartition géographique de l'investissement public

18% du budget d'investissement de l'Etat sera injecté dans le département de l'Ouest qui bénéficie de la plus grande part pour l'exercice 2012-2013. La plus petite part sera consacrée au département du Nord-ouest, soit 1.03%.

Tableau # 6 - Répartition de l'investissement public par département

LOCALISATION	RN	RE	TOTAL	%
LOCALISATION	26,229,957,054	61,271,298,249	87,501,255,303	100.00%
NATIONAL	15,512,119,789	29,753,908,086	45,266,027,875	51.73%
ARTIBONITE	1,431,571,737	3,503,074,892	4,934,646,629	5.64%
CENTRE	958,123,000	4,021,082,498	4,979,205,498	5.69%
GRANDE-ANSE	274,237,045	1,846,400,800	2,120,637,845	2.42%
NIPPES	241,193,870	814,260,420	1,055,454,290	1.21%
NORD	1,006,926,231	4,140,855,007	5,147,781,238	5.88%
NORD-EST	277,700,000	1,805,099,100	2,082,799,100	2.38%
NORD-OUEST	219,216,700	681,643,596	900,860,296	1.03%
OUEST	5,546,949,082	10,585,551,900	16,132,500,982	18.44%
SUD	348,336,000	1,651,929,031	2,000,265,031	2.29%
SUD-EST	413,583,600	2,467,492,919	2,881,076,519	3.29%

Diagramme en circulaire # 6



IV- Annexe

Tableau # 3 : LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2012-2013

	RESSOURCES NATIONALES		TOTAL PIP	Poids en %
	TRESOR PUBLIC/AFC	TOTAL RE		
	1	4=2+3	5=4+1	
TOTAL	26,229,957,054	61,271,298,249	87,501,255,303	100.00
POUVOIR EXECUTIF	25,994,957,054	61,165,522,987	87,160,480,040	99.61
SECTEUR ECONOMIQUE	19,112,100,823	42,211,620,135	61,323,720,958	70.08
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	7,745,938,803	11,825,323,253	19,571,262,056	22.37
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4,945,900,825	1,014,685,748	5,960,586,573	6.81
MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	1,440,000,000	7,775,969,711	9,215,969,711	10.53
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATIONS	4,102,039,695	21,036,041,423	25,138,081,118	28.73
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)	207,282,500	393,600,000	600,882,500	0.69
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	490,000,000	126,000,000	616,000,000	0.70
MINISTERE DU TOURISME	180,939,000	40,000,000	220,939,000	0.25
SECTEUR POLITIQUE	1,401,456,231	649,389,000	2,050,845,231	2.34
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	483,500,000	126,000,000	609,500,000	0.70
MINISTERE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER	25,000,000	-	25,000,000	0.03
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)	140,000,000	51,500,000	191,500,000	0.22
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	112,956,231	17,514,000	130,470,231	0.15
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	640,000,000	454,375,000	1,094,375,000	1.25
SECTEUR SOCIO-CULTUREL	5,481,400,000	18,304,513,852	23,785,913,852	27.18
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	3,215,000,000	9,106,764,624	12,321,764,624	14.08
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1,214,000,000	134,400,000	1,348,400,000	1.54
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	532,000,000	8,947,872,478	9,479,872,478	10.83
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	56,900,000	31,476,750	88,376,750	0.10
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	270,000,000	84,000,000	354,000,000	0.40
MINISTERE DE LA CULTURE	177,500,000	-	177,500,000	0.20
MINISTERE LA COMMUNICATION	16,000,000	-	16,000,000	0.02
AUTRES CATEGORIES INST.	235,000,000	105,775,262	340,775,262	0.39
POUVOIR LEGISLATIF	65,000,000	-	65,000,000	0.07
SENAT DE LA REPUBLIQUE	50,000,000	-	50,000,000	0.06
CHAMBRE DES DEPUTES	15,000,000	-	15,000,000	0.02
POUVOIR JUDICIAIRE	-	-	-	-
INSTITUTIONS INDEPENDANTES	170,000,000	105,775,262	275,775,262	0.32
CSCCA	70,000,000	-	70,000,000	0.08
RUEH	100000000	105,775,262	205,775,262	0.20

TABLEAU # 4 : COMPARAISON PIP 2011-2012 ET 2012-2013

	PIP 2011-2012	PIP 2012-2013	Ecart	%
TOTAL	80,313,560,353	87,501,255,303	7,187,694,950	8.95
POUVOIR EXECUTIF	79,077,903,549	87,160,480,040	8,082,576,491	10.22
SECTEUR ECONOMIQUE	53,387,088,340	61,323,720,958	7,936,632,618	14.87
MPCE	18,151,361,583	19,571,262,056	1,419,900,473	7.82
MEF	2,846,185,748	5,960,586,573	3,114,400,825	109.42
MARNDR	6,139,738,938	9,215,969,711	3,076,230,773	50.1
MITPTCE	24,124,068,399	25,138,081,118	1,014,012,719	4.2
MCI	205,274,500	600,882,500	395,608,000	192.72
MDE	1,806,634,173	616,000,000	-1,190,634,173	-65.9
MT	113,825,000	220,939,000	107,114,000	94.1
SECTEUR POLITIQUE	3,243,174,825	2,050,845,231	-1,192,329,594	-36.76
MJSP	552,000,000	609,500,000	57,500,000	10.42
MHAVE	25,000,000	25,000,000	0	0
MAE	221,500,000	191,500,000	-30,000,000	-13.54
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	132,214,000	130,470,231	-1,743,769	-1.32
MICTDN	2,312,460,825	1,094,375,000	-1,218,085,825	-52.67
SECTEUR SOCIO-CULTUREL	22,447,640,384	23,785,913,852	1,338,273,468	5.96
MENFP	13,062,472,879	12,321,764,624	-740,708,255	-5.67
MAST	153,280,000	1,348,400,000	1,195,120,000	779.7
MSPP	6,437,811,755	9,479,872,478	3,042,060,723	47.25
MCDFDF	1,592,336,750	88,376,750	-1,503,960,000	-94.45
MJSAC	594,000,000	354,000,000	-240,000,000	-40.4
MC	607,739,000	177,500,000	-430,239,000	-70.79
MCOM		16,000,000		
AUTRES CATEGORIES INST.	1,235,656,804	340,775,262	-894,881,542	-72.4%
POUVOIR LEGISLATIF	367,400,000	65,000,000	-302,400,000	-82.3%
SENAT DE LA REPUBLIQUE	102,400,000	50,000,000	-52,400,000	-51.2%
CHAMBRE DES DEPUTES	265,000,000	15,000,000	-250,000,000	-94.3%
POUVOIR JUDICIAIRE	-			
INSTITUTIONS INDEPENDANTES	868,256,804	27,577,262	-592,481,542	-68.2%
CSCCA	50,000,000	70,000,000	20,000,000	40.0%
CEP	615,000,000			
RUEH	203,256,804	205,775,262	2,518,458	1.2%